

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-inquietude-a-Davos-et-la-peur-non-dite-d-un-nouvel-echec-atlantiste>

L'inquiétude à Davos et la peur non-dite d'un nouvel échec atlantiste

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : mardi 31 mai 2022

Description :

L'inquiétude à Davos et la peur non-dite d'un nouvel échec atlantiste. Les premiers signes d'un changement de cap des États-Unis en Ukraine...Alastair Crooke

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les premiers signes d'un changement de cap des États-Unis en Ukraine

Klaus Schwab, passionné par l'Ukraine, a essentiellement configuré le Forum économique mondial (WEF) pour [mettre en scène Zelensky](#) et exploiter l'argument selon lequel la Russie devrait être mise à la porte du monde civilisé. La cible de Schwab était la crème de la crème des chefs d'entreprise du monde entier réunis ici. Zelensky a fait un grand pas en avant : « Nous voulons plus de sanctions et plus d'armes » ; « Tout commerce avec l'agresseur devrait être arrêté » ; « Toutes les entreprises étrangères devraient quitter la Russie afin que vos marques ne soient pas associées à des crimes de guerre », a-t-il déclaré. Les sanctions doivent être globales ; les valeurs doivent compter.

L'inquiétude a parcouru le plateau de Davos : Le WEF, c'est du mondialisme à outrance, non ? Pourtant, ces déclarations de Schwab suggèrent un découplage. Elles inversent précisément l'interconnexion. De plus, les généraux occidentaux en charge disent que ce conflit pourrait durer non pas des années, mais des décennies. Les argentiers se demandent ce que cela signifiera pour leurs marchés dans les régions du monde qui refusent d'agir contre la Russie.

Il est peu probable que cette bouffée de désorientation soit l'intention de Schwab. Peut-être ce dernier était-il plus en phase avec [l'intervention de Soros](#), qui a déclaré qu'une victoire rapide sur la Russie était nécessaire pour sauver la « société ouverte » et la civilisation elle-même - et que c'était là le message du WEF 2022.

La « plus grande inquiétude » de Davos a toutefois émergé d'un endroit inattendu. Juste avant le début du WEF, le *New York Times* avait publié un [article](#) de l'équipe éditoriale exhortant Zelensky à négocier avec la Russie. L'article affirmait qu'un tel engagement impliquait des sacrifices territoriaux douloureux. L'article a suscité des réactions indignées et furieuses en Europe et en Occident, peut-être parce que - bien que formulé comme un conseil à Kiev - sa cible était de toute évidence Washington et Londres (les belligérants traditionnels).

Eric Cantor, ancien *whip* [1] de la Chambre des représentants des États-Unis (un législateur bien au fait des sanctions contre l'Iran), également présent à Davos, s'est [demandé](#) si l'Occident serait capable de maintenir un front uni dans la poursuite [d'objectifs aussi maximalistes](#) que ceux exigés par Zelensky et son chef du renseignement militaire. « Nous n'obtiendrons peut-être pas le prochain vote », a estimé Cantor (dans le sillage du vote de 40 milliards de dollars [apparemment destiné](#) à l'Ukraine).

Selon Cantor, exclure entièrement la Russie nécessiterait des sanctions secondaires contre d'autres pays. Cela placerait l'Occident dans un conflit frontal avec la Chine, l'Inde et les quelque 60 États qui ont refusé de soutenir une résolution de l'ONU dénonçant l'invasion de la Russie. Il a averti que les États-Unis se mettaient en danger en surjouant leur rôle.

Puis le redoutable Henry Kissinger a pris la parole, également à Davos. Il a [averti l'Occident](#) de cesser d'essayer d'infliger une défaite écrasante aux forces russes en Ukraine, affirmant que cela aurait des conséquences désastreuses pour la stabilité à long terme de l'Europe. Il a ajouté qu'il serait fatal pour l'Occident de se laisser emporter par l'humeur du moment et d'oublier la place de la Russie dans l'équilibre des forces en Europe.

Kissinger a déclaré qu'il ne fallait pas laisser la guerre s'éterniser et a failli appeler l'Occident à demander à l'Ukraine d'accepter des conditions très éloignées de ses objectifs de guerre actuels :

« Les négociations doivent commencer dans les deux prochains mois, avant de créer des bouleversements et des tensions qui ne seront pas faciles à surmonter ».

Que se passe-t-il ici ?

En un mot, nous voyons les premiers signes de fractures apparaître dans la position étasunienne sur l'Ukraine. Les fissures en Europe sont déjà très claires, tant sur les sanctions que sur les objectifs de la mission. Mais le commentaire de Cantor selon lequel « *nous n'obtiendrons peut-être pas le prochain vote* » doit être approfondi.

Dans un [article](#) précédent, j'ai fait valoir que la victoire du sénateur JD Vance dans les primaires de l'Ohio pour un siège au Sénat pourrait être révélatrice. Sa candidature a été soutenue par Trump, qui a ensuite lancé un appel à « *mettre fin à la guerre* ». Maintenant, le principal indicateur est le sénateur républicain Josh Hawley - ambitieux et connu pour ses aspirations au leadership.

Au début de la guerre en Ukraine, le sénateur Hawley a appelé Zelensky, l'a félicité et l'a encouragé. Mais il a ensuite changé d'avis. Hawley a ensuite critiqué les 40 milliards de dollars d'aide proposée à l'Ukraine, après avoir voté « non » lors du vote de procédure visant à faire avancer le programme d'aide « *car il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis* ».

Au début, comme certains s'en souviennent peut-être, il y a eu 6 votes de la Chambre contre le projet de loi - puis 60. Et au Sénat, il y a d'abord eu zéro puis 11 votes. Le projet de loi a été adopté à la hâte car les responsables du vote craignaient que le vote ne s'effrite davantage.

Que se passe-t-il ?

Eh bien, le courant républicain « populiste », qui n'a jamais été enthousiasmé par l'aide étrangère, a été choqué par les 40 milliards de dollars destinés à l'Ukraine, alors que les États-Unis manquent de lait maternel (et doivent eux-mêmes compter sur l'aide étrangère pour le lait maternel). Ce courant politique devient plus important et a plus d'impact en raison d'un changement structurel. Les candidats politiques, et maintenant même certains groupes de réflexion américains, se tournent vers le *crowd-funding* comme principale source de financement - s'éloignant des donateurs « établis ». Ainsi, le sentiment général « anti-implication étrangère » prend de l'ampleur.

Bien sûr, les 40 milliards de dollars [ne vont pas tous à l'Ukraine](#). Pas du tout. Selon les détails du projet de loi, la majeure partie ira au Pentagone (pour des équipements déjà fournis par les États-Unis et leurs alliés). Et une grande partie ira au Département d'État, pour financer « toutes sortes d'acteurs non étatiques et d'ONG utiles » - en d'autres termes, il s'agit d'un budget de l'*État profond* avec un emballage pour l'Ukraine. Les six milliards alloués directement pour de nouvelles armes à l'Ukraine comprennent en fait à la fois la formation et les armes, de sorte qu'une grande partie de cette somme finira dans les poches d'États tels que le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui donneront une formation « *hors théâtre* » aux Ukrainiens sur leur propre territoire ou sur celui des pays voisins.

Eric Cantor et d'autres Etasunien présents au WEF peuvent présenter leur inquiétude quant aux objectifs occidentaux en « compagnie courtoise » comme une simple expression de leurs [incertitudes](#) quant à la grande stratégie US - les États-Unis essaient-ils de punir la Russie pour son agression, ou l'objectif est-il une utilisation plus subtile de la politique qui donne au Kremlin une « voie de sortie des sanctions », s'il change de cap. Mais derrière ce récit se cache une peur plus sombre. **La peur non-dite de l'échec.**

L'inquiétude à Davos et la peur non-dite d'un nouvel échec atlantiste

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les buts de guerre ultimes de l'Occident en Ukraine ont pu jusqu'à présent rester opaques et indéfinis, les détails étant balayés au gré de l'humeur du moment.

Paradoxalement, cette opacité a été préservée malgré l'échec public de la première déclaration d'objectifs de l'Occident, qui prévoyait que la saisie des réserves étrangères offshore de la Russie, l'expulsion des banques russes de SWIFT, la sanction de la Banque Centrale et la vague de sanctions réduiraient à elles seules le rouble en miettes, provoqueraient une ruée sur le système bancaire national, effondreraient l'économie russe et provoqueraient une crise politique à laquelle Poutine pourrait ne pas survivre.

En bref, la « victoire » serait rapide, voire immédiate. Nous le savons, car les responsables américains et le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, s'en sont publiquement vantés.

Ces responsables occidentaux étaient tellement confiants dans un succès financier rapide qu'il ne semblait guère nécessaire d'investir dans une réflexion stratégique approfondie sur les objectifs ou le cours de la poussée militaire ukrainienne secondaire. Après tout, une Russie déjà économiquement effondrée, avec sa monnaie ruinée et son moral brisé, n'aurait probablement pas ou peu résisté à la poussée de l'armée ukrainienne dans le Donbass et en Crimée.

Eh bien, les sanctions ont été un échec, et la monnaie et les revenus pétroliers de la Russie sont abondants.

Et maintenant, les politiciens occidentaux sont avertis dans les médias, et par leurs propres militaires, que la Russie est « proche d'une victoire majeure » dans le Donbass.

C'est la crainte non exprimée qui inquiète les participants à Davos - la crainte d'une nouvelle débâcle, après celle de l'Afghanistan. Une débâcle d'autant plus grave que la « guerre » contre la Russie se transforme en boomerang en un effondrement économique en Europe, et que [l'investissement de huit ans](#) de l'OTAN dans la mise en place d'une armée supplétive efficace aux normes de l'OTAN tombe en poussière.

Voici ce que les commentaires de Kissinger - décodés - préconisent : « Ne tergiversez pas » ; obtenez un accord rapide (même défavorable), mais un accord qui peut être maquillé et présenté comme une « victoire ». Mais n'attendez pas et ne laissez pas les événements entraîner les États-Unis dans une nouvelle débâcle incontestable et indéniable.

Pour l'instant, il s'agit encore d'un sujet de discussion « sous la table » aux États-Unis, car le pouvoir d'un récit, investi de tant d'émotions et soutenu par une pression sans précédent de l'infoguerre par les pairs, a masqué ces pensées de l'expression publique. Néanmoins, des fractures commencent à être visibles. Quelque chose s'agite - et l'Europe suivra inévitablement la voie tracée par les États-Unis. Mais pour l'instant, les faucons restent fermement assis sur leur chaise (aux États-Unis, à Londres, en Pologne, à la Commission européenne et à Kiev).

([La grande question, cependant, est de savoir pourquoi Moscou accepterait une telle « porte de sortie » (même si elle lui était proposée). Un accord de compromis serait considéré comme une simple chance donnée à Kiev de se regrouper et de réessayer.)]

[Strategic Culture Foundation](#), le 30 mai 2022

Traduction de l'anglais par : [Réseau International](#)

L'inquiétude à Davos et la peur non-dite d'un nouvel échec atlantiste

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

[1] Whip : Député à la Chambre des communes chargé de surveiller la discipline de vote des membres de son groupe. Note de El Correo